KA SANU / GUIDE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Commercez en Afrique avec des partenaires vérifiés, des engagements clairs et des paiements maîtrisés.

Une méthode pratique du premier contact à la décision : identifier les parties, vérifier les règles applicables, protéger les paiements et conserver les preuves.

01 / COMMENT DÉMARRER

Comment démarrer

La méthode de diligence est commune ; les règles, seuils, autorisations et interlocuteurs varient selon le pays et l'opération.

01

Définir la transaction

Identifier acheteur, vendeur, produit ou service, origine, destination, montant, itinéraire et bénéficiaires des paiements. Désigner le responsable du contrat et de la décision.

Fixer les résultats attendus : propriété vérifiée, exportation licite, volumes attestés, paiement au bon bénéficiaire et pièces conservées.

02

Vérifier les personnes et les entreprises

Obtenir les preuves d'immatriculation et les vérifier auprès des registres compétents. Contrôler les pouvoirs des signataires, les bénéficiaires effectifs et les liens avec les personnes politiquement exposées (PPE).

Filtrer les parties, dirigeants, banques et transitaires dans les listes de sanctions pertinentes ; conserver source, date, analyse des correspondances et nom du réviseur.

03

Confirmer les autorisations locales

Identifier le pays, le secteur et les autorisations : mines, exportation, douanes, environnement, foncier, travail, contenu local, fiscalité et changes.

Le droit OHADA concerne ses États membres ; les règles BCEAO/UMOA dépendent de l'activité et de l'entité. Le négoce de l'or au Ghana relève du régime GoldBod : ne jamais reprendre une liste de permis malienne.

04

Sécuriser le contrat et la livraison

Définir volume, qualité, contrôle indépendant, lieu de livraison, règle Incoterms® 2020, transfert des risques et de propriété, variation de prix, litiges et résiliation.

Comparer contrat, facture, commande, transport, analyses, déclaration douanière et compte bancaire. Archiver les versions et leurs validations.

05

Maîtriser les paiements et les pièces

Vérifier indépendamment la propriété du compte, organiser les paiements par jalons, imposer deux validations lors d'un changement de coordonnées bancaires et rapprocher factures, livraisons et règlements.

Écarter les intermédiaires non documentés et les paiements de facilitation ; appliquer les règles anticorruption et de sanctions pertinentes.

06

Décider ou escalader

Consigner la décision : engager, engager sous conditions, suspendre ou refuser. Pour chaque écart, fixer un responsable, une preuve attendue et une échéance.

Constituer un dossier de preuves sécurisé et transférable : registre des sources, dates, motif de décision, validation et export des pièces.

Forfaits à périmètre fixe

Prix en USD correspondant au périmètre indiqué. Avis juridiques, droits administratifs, déplacements, traductions, analyses de laboratoire et audit légal font l'objet d'un devis préalable. Le délai commence à réception des éléments convenus.

FIRST CHECK

FIRST CHECK

Identifiez votre contrepartie avant engagement.

USD 950

2 jours · 1 entité · 5 pièces · 1 pays

Identité et pouvoirs vérifiés, alertes et pièces manquantes, décision de poursuite.

Registres officiels, pouvoirs de signature, filtrage ciblé et cohérence des pièces.

Statut et source des cinq pièces ; recommandation signée.

BUSINESS PASSPORT

BUSINESS PASSPORT

Constituez un dossier de contrepartie vérifiable.

USD 2,450

5 jours · 1 société · jusqu'à 3 bénéficiaires effectifs · 12 pièces

Carte de propriété, registre de vérification, exceptions et responsables des actions.

Cartographie des bénéficiaires effectifs, registres, preuves et filtrage.

Statut, réviseur et référence de preuve pour chaque personne et pièce comprises.

DEAL SHIELD

DEAL SHIELD

Maîtrisez une transaction avant le décaissement.

USD 5,900

7 jours · 1 transaction · 2 contreparties · jusqu'à 25 pièces

Matrice contrat–facture–transport, contrôle du paiement, registre des anomalies, dossier de décision.

Rapprochement du contrat, facture, bénéficiaire, transport et inspection.

Chaque pièce est liée au registre de la transaction ; anomalies et contrôles de paiement recensés.

MARKET ENTRY

MARKET ENTRY CONTROL

Engagez-vous sur un marché après vérification des autorisations.

USD 8,900

12 jours · 1 pays · 1 filière · jusqu'à 3 contreparties

Matrice des licences, contrôle des partenaires, circuit douanier et financier, jalons de lancement.

Cartographie des permis, douanes et paiements ; mandats des partenaires et points de contrôle.

Chaque autorisation requise a une autorité compétente, une source et un responsable.

CONTROL DESK

CONTROL DESK

Pilotez durablement les dossiers de conformité et les rapprochements.

USD 5,200/mo

30 jours · 10 dossiers standards par mois · engagement minimum 3 mois

File mensuelle de dossiers contrôlés, responsables des anomalies, export des preuves et tableau de bord.

File de dossiers supervisée, registre des anomalies et revue senior mensuelle.

Statut, revue et registre exportable pour les dix dossiers mensuels.

SOVEREIGN LEVERAGE

SOVEREIGN LEVERAGE

Renforcez les droits contractuels, la valeur retenue et le pouvoir de négociation.

USD 24,000

20 jours · 1 filière stratégique · jusqu'à 4 contrats · 1 institution

Carte des droits et de l'exposition, options de valeur retenue, dépendances, négociation et plan à 90 jours.

Analyse des droits contractuels, des flux de valeur, des dépendances et des options de négociation.

Chaque option de négociation renvoie à une preuve contractuelle, un responsable et une échéance.

FIRST CHECK et BUSINESS PASSPORT : 50 % à la commande, 50 % à réception. DEAL SHIELD, MARKET ENTRY CONTROL et SOVEREIGN LEVERAGE : 30 % au démarrage, 40 % à l'étape intermédiaire, 30 % à réception. CONTROL DESK : facturation mensuelle anticipée. Taxes et frais externes approuvés présentés séparément.

03 / STANDARD

Engagements minimaux

- Périmètre et prix validés par écrit avant tout accès aux pièces sensibles.
- Réviseur identifié, contrôle qualité senior et vérification des qualifications AML/KYC pertinentes.
- Canal sécurisé après cadrage ; collecte limitée et durée de conservation définie.
- Statut explicite de chaque pièce : vérifiée, en anomalie, non établie ou non applicable, avec source et date.
- Remise d'un registre de preuves, d'une décision documentée et d'actions exportables appartenant au client.
- Critères de réception convenus ; correction sans honoraires supplémentaires des livrables non conformes.
- Aucune confusion entre une revue opérationnelle et un agrément, une autorisation bancaire ou un audit légal.
- Les fournisseurs et communautés locales disposent de conditions claires, d'interlocuteurs habilités, de droits de paiement documentés et des protections foncières ou de partage de valeur prévues pour le projet.

04 / EVIDENCE

Documents à préparer

- Immatriculation et pouvoir des signataires
- Organigramme de propriété et bénéficiaires effectifs
- Permis et licences du pays et du secteur
- Contrats, commandes, factures et coordonnées bancaires confirmées
- Transport, stockage, inspection, analyses pour les marchandises
- Origine, douanes et taxes selon le circuit
- Déclarations d'intérêts et rémunération des intermédiaires
- Journal des vérifications sanctions, PPE et informations défavorables

05 / JURISDICTIONS

Règles par pays et secteur

Les pays africains disposent de régimes distincts en matière d'immatriculation, de permis, de douanes, d'impôts et de change. Chaque pays et chaque matière première exigent une vérification spécifique.

> La méthode de diligence est commune ; les règles, seuils, autorisations et interlocuteurs varient selon le pays et l'opération.

06 / EXAMPLE

Simulation de transaction

Simulation d'un achat de matières premières de 250 000 USD : une facture présente un compte différent du contrat, et un certificat d'expédition ne peut être confirmé auprès de l'émetteur. L'acheteur suspend l'acompte de 75 000 USD, vérifie les coordonnées et complète les preuves. Les 75 000 USD représentent le montant contrôlé, sans présumer d'une économie réalisée.

Ka Sanu · Mali / Senegal · Trading and services across Africa · 2026-11-01

07 / REFERENCES

Sources officielles

FATF — Recommendations, June 2026

OHADA — Official general overview

BCEAO — AML/CFT regulations and instructions

ICC — Incoterms® rules

WCO — AfCFTA Rules of Origin guide

EU — Sanctions resources

US Treasury — OFAC sanctions search

Ghana GoldBod — Licensing

China MOFCOM — Overseas integrity compliance guidance

UK — Anti-bribery and corruption guidance